



Les services de l'État dans l'Ain

Rapport d'activité

2018



www.ain.gouv.fr



Sommaire

04

**Emploi et
économie**

08

**Cohésion
sociale**

13

**Développement
des territoires**

17

Sécurité



Le mot du préfet



Ce rapport d'activité a pour objet d'illustrer l'action conduite par les services de l'État dans l'Ain en 2018. Il donne à voir, de manière synthétique, les multiples missions assurées par les agents de l'État, au service des citoyens. Ce rendez-vous est l'occasion pour moi de rendre hommage à ces femmes et à ces hommes, qui incarnent l'État au quotidien et dont je tiens à saluer l'implication constante.

La fin de l'année 2018 a vu le déclenchement d'un mouvement social inédit, qui a fortement sollicité les forces de l'ordre et les agents de la préfecture, et ce sur une période exceptionnellement longue. La réponse qui lui est apportée, à l'issue du Grand Débat national, vise à ancrer toujours davantage la présence de l'État au niveau départemental.

Notre engagement en faveur de l'emploi et du dynamisme économique, de la cohésion sociale, du développement des territoires et de la sécurité des personnes et des biens, s'en trouve renforcé. L'exigence de proximité et la nécessité pour l'État de travailler selon une logique de partenariat avec les collectivités territoriales sont également réaffirmées.

Dans ce contexte, je me félicite des excellentes relations que les services de l'État entretiennent avec les services du Conseil départemental et des collectivités locales. Elles contribuent à assurer un service public de qualité aux Aindinoises et aux Aindinois.

Arnaud COCHET
Préfet de l'Ain

04

Emploi et économie

L'AIN EN CHIFFRES

6,2% de taux de chômage au 4^e trimestre 2018 (8,8% au niveau national)



2,8%

de la population couverte par le RSA (6,1% au niveau national)



9,9%

de la population active couverte par la prime d'activité (18,6% au niveau national)

5600

entrées en formation en 2018 dont 3300 au titre du plan d'investissement dans les compétences (PIC)

10,9%

de taux de pauvreté (14% au niveau national)

318

parcours emploi compétences réalisés (22% de personnes handicapées et 69% de demandeurs d'emploi longue durée)

Durée moyenne du contrat : 25h/semaine sur 11 mois
Prise en charge moyenne par l'État de la rémunération du salarié : 46%

Places de formation doublées dans le département

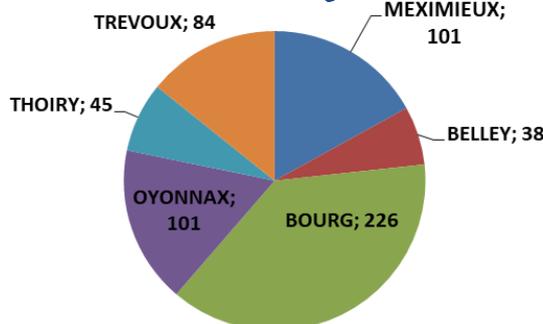


2099 (595 ETP)

personnes employées par les 49 structures d'insertion par l'activité économique du département

+7,5%

de croissance de l'emploi public depuis 2011 (+4,4% au niveau régional)



43 000 heures de formation dispensées

8 millions d'euros de budget de l'État pour soutenir ces structures



ZOOM SUR LES JEUNES ET L'EMPLOI

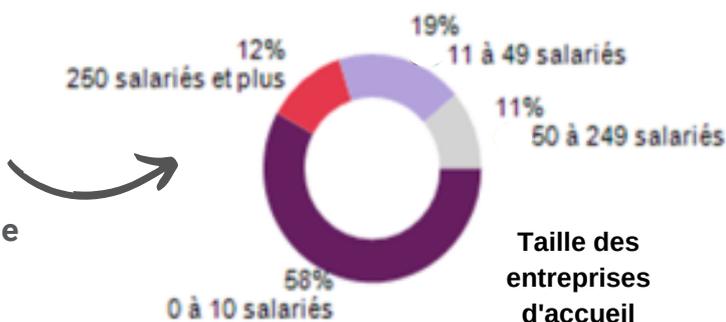


L'APPRENTISSAGE

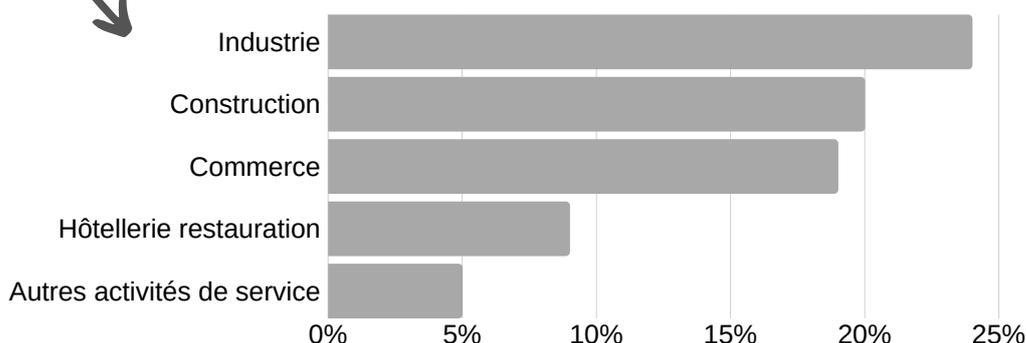
2 905

contrats conclus en 2018

(en hausse pour la 2^e année consécutive)



Secteurs d'activité des entreprises accueillant des apprentis (2018)



LES MISSIONS LOCALES

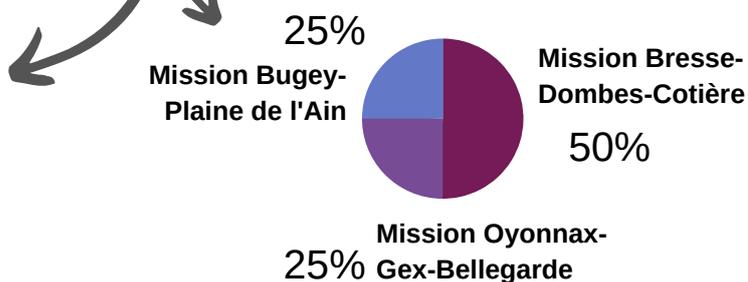
7 058

jeunes accompagnés en 2018



5 600

jeunes insérés dans l'emploi





ZOOM SUR LE SOUTIEN AUX ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ



730 000€

d'aides versées
aux 2 400 salariés
en activité
partielle en 2018
(197 entreprises)

Une seule rupture
conventionnelle
collective en 2018
(22 salariés
concernés)

Deux conventions
de revitalisation
signées pour un
montant total de
plus de 500 000€

Soutien d'entreprises
en création ou en
transition avec le
fonds départemental
de revitalisation

Service de
remplacement
pour les
agriculteurs

Service
d'accompagnement
des demandeurs
d'emploi séniors

Service d'un
facilitateur des
clauses sociales à
destination des
collectivités
locales

200 000€ de
prêts accordés
aux repreneurs
de Floriot
Construction

**9 dossiers
expertisés en
2018**

**7 dossiers
accordés**



ZOOM SUR LA FILIÈRE AGRICOLE



60
millions d'euros
d'aides européennes
versées pour la PAC à
plus de 2 700
exploitations



25 000 euros de financement
d'ingénierie
de la chambre d'agriculture de l'Ain pris en
charge par l'État pour accompagner le nord de la
Bresse dans la recherche de nouvelles pistes
après la sortie de la carte des zones
défavorisées simples (ZDS)



47%
du territoire départemental
occupé par des surfaces
agricoles


3 millions


185 000

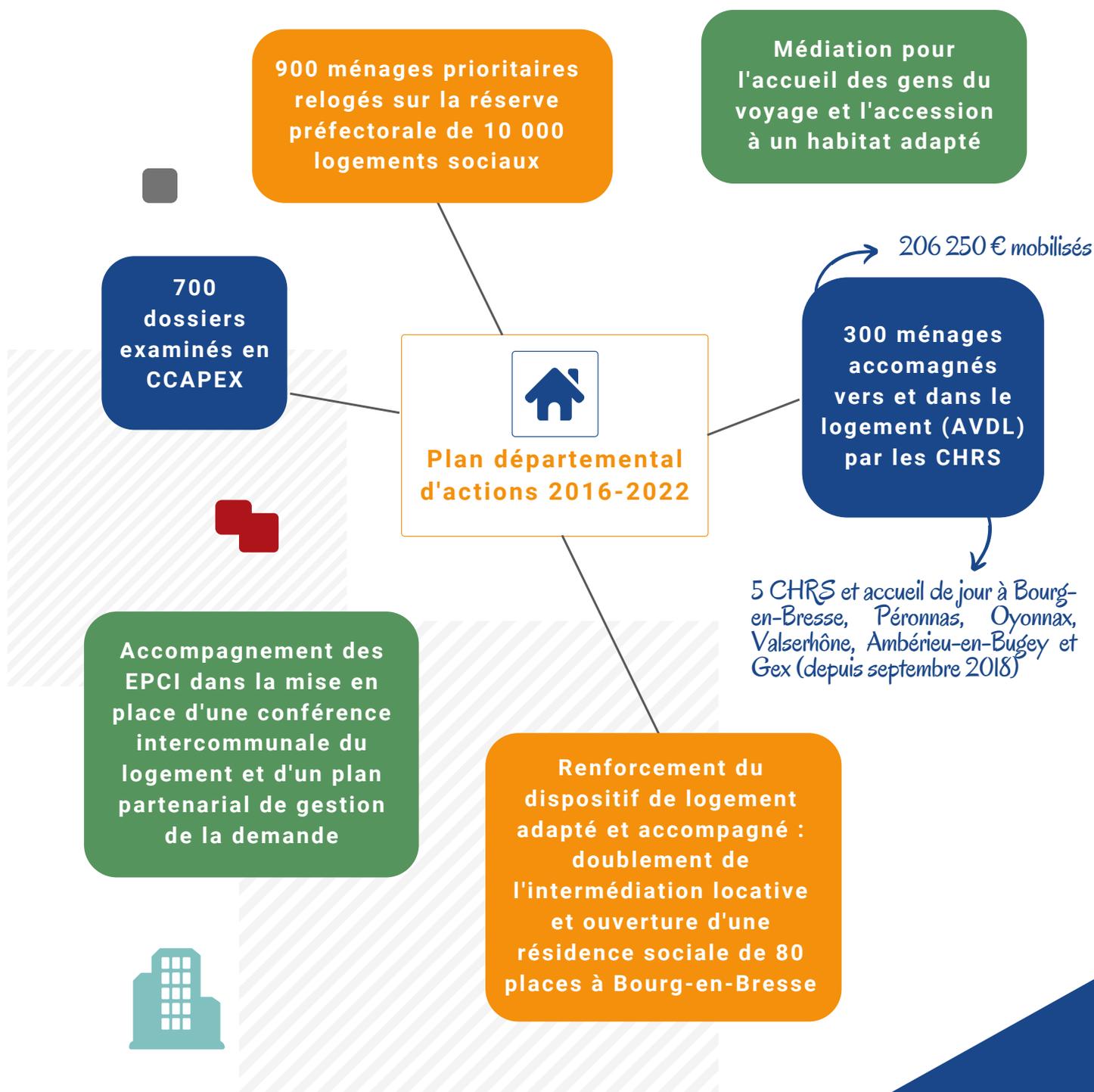

134 000


32 000

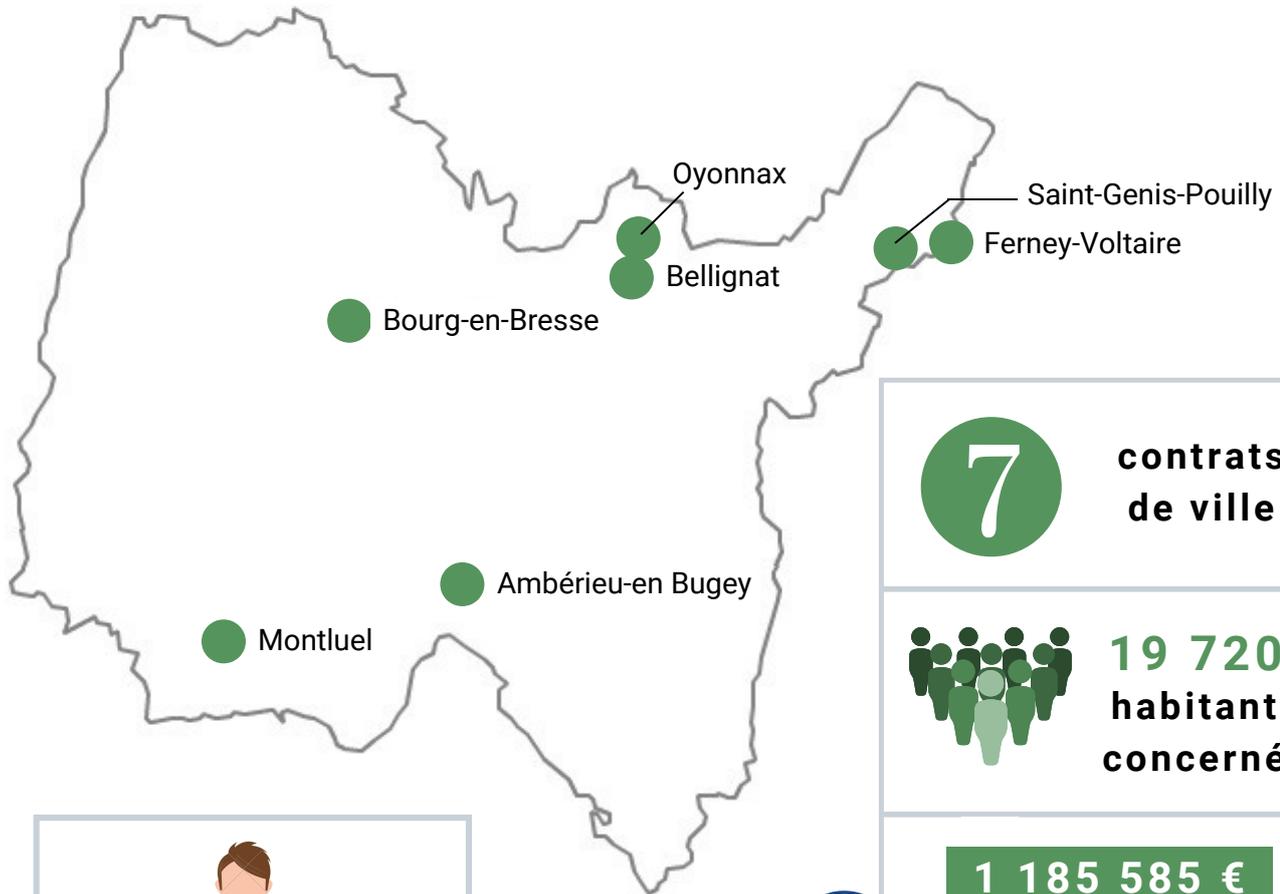
2 500 & **8 100**
élèves en
formation
agricole
actifs
agricoles
permanents



METTRE EN ŒUVRE LA POLITIQUE D'HÉBERGEMENT ET D'ACCÈS AU LOGEMENT DES PERSONNES DÉFAVORISÉES



ASSURER LA COHÉSION TERRITORIALE PAR LA POLITIQUE DE LA VILLE



7

contrats
de ville



19 720
habitants
concernés

1 185 585 €

engagés par l'État
en 2018



Un nouveau délégué du préfet aux quartiers au rôle étendu à tous les territoires concernés du département depuis l'automne 2018

dont 364 875 euros de dotation "politique de la ville" à destination d'Oyonnax

Élaboration des projets de conventions pluri-annuelles de travaux des quatre projets retenus par l'ANRU :

- Les courbes de l'Albarine Ambérieu-en-Bugey
- Le pré des Saules Bellignat
- Le pont des chèvres Bourg-en-Bresse
- La Plaine - La Forge Oyonnax

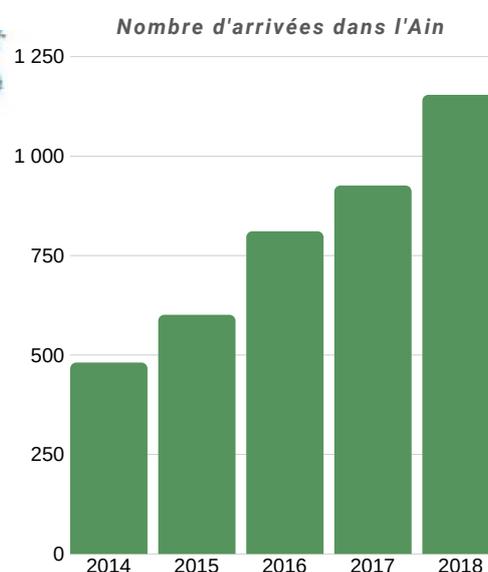
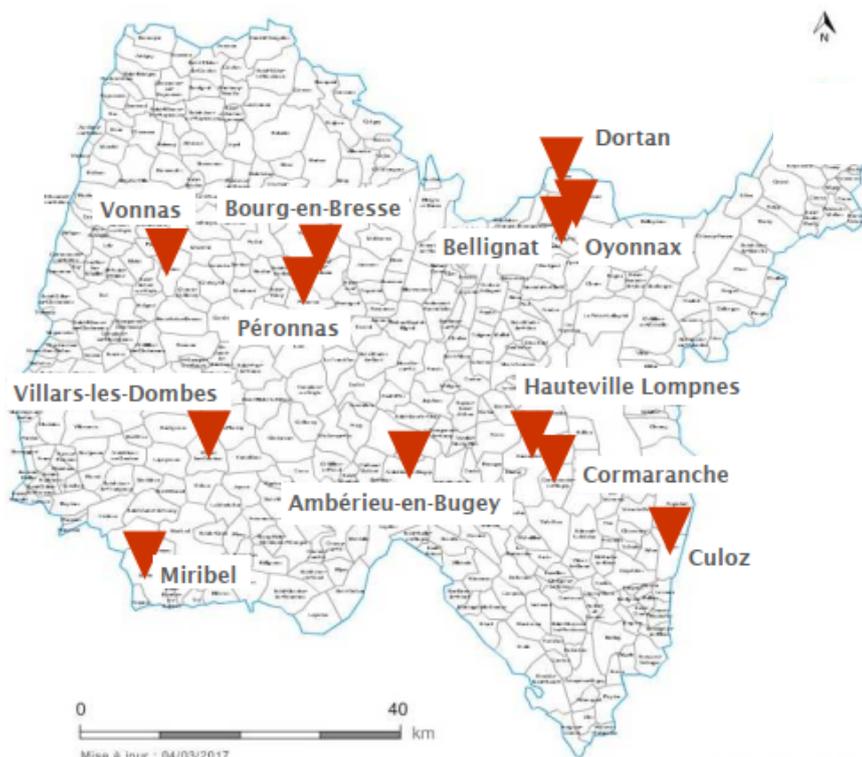


Ouverture d'une "école de la 2ème chance" à Oyonnax fin 2018

Lancement de trois programmes de réussite éducative (Bourg-en-Bresse, Montluel, Oyonnax) pour 293 000 euros.

ACCUEILLIR ET ACCOMPAGNER LES DEMANDEURS D'ASILE

Implantation des structures pour les demandeurs d'asile et les réfugiés (cf. annexes)



1 581

places dans le département pour l'hébergement des publics liés à la demande d'asile

1 981

personnes résidant dans l'Ain placées sous la protection de l'OFPRA en 2018

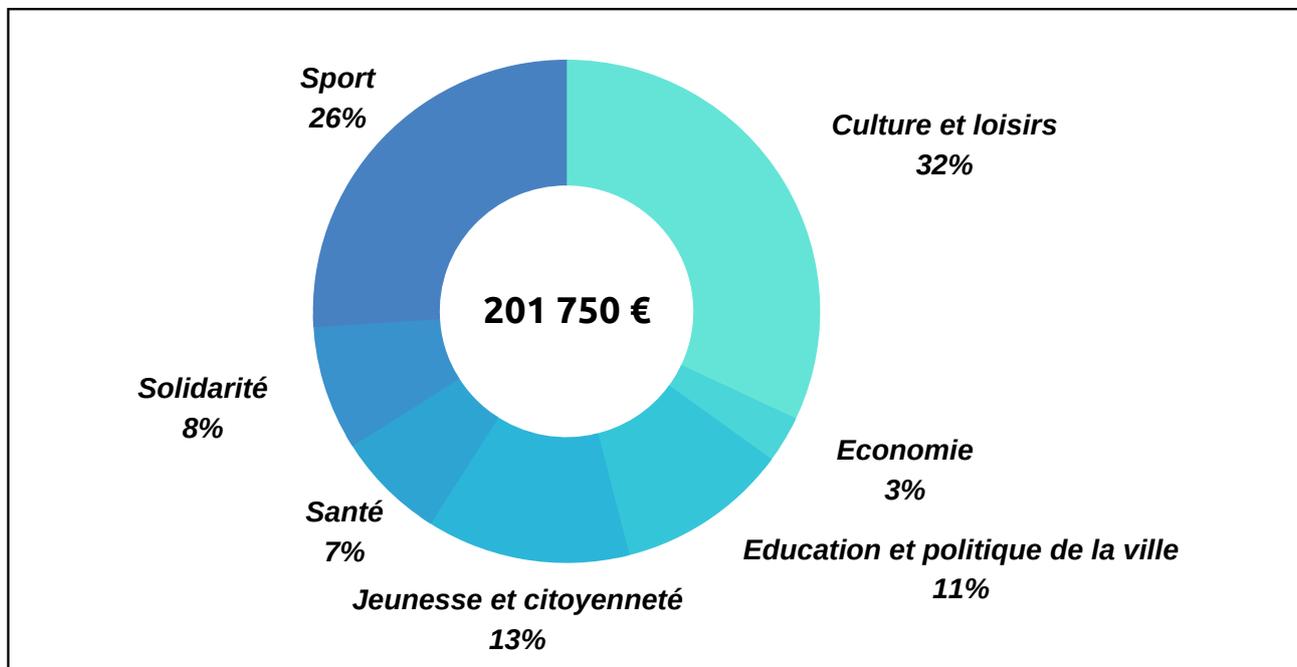
8,5 millions d'euros

d'effort financier de l'État en 2018 pour l'accueil, l'hébergement et l'intégration des demandeurs d'asile et réfugiés dans l'Ain

27% des demandeurs ont obtenu le bénéfice d'une protection

SOUTENIR LA VIE ASSOCIATIVE

Répartition 2018 du fond de développement de la vie associative



PROMOUVOIR LES DROITS DES FEMMES

Un budget départemental dédié de 107 111 €

Éducation des jeunes publics à la lutte contre les stéréotypes et les violences

Mobilisation des forces de sécurité et de la Justice

Co-financement des intervenants sociaux en police et gendarmerie

Accompagnement des entreprises via l'index de l'égalité femmes-hommes

846 dépôts de plaintes pour violences en 2018

FAIRE VIVRE LE DEVOIR DE MÉMOIRE



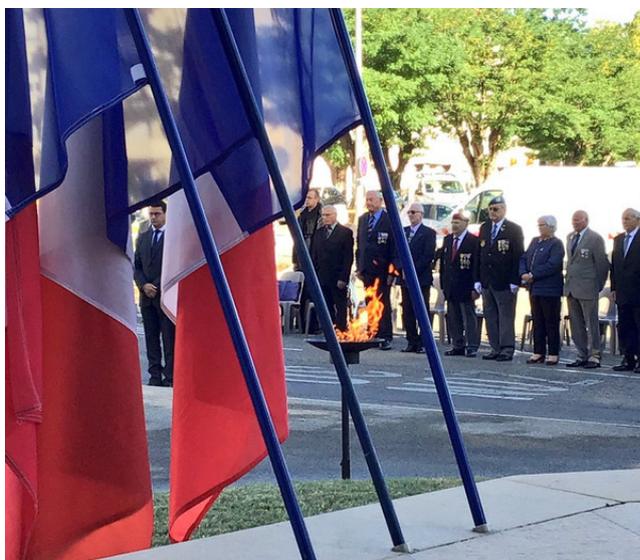
2018 marque la fin des cinq années de commémorations du centenaire de la Grande Guerre.

48

projets examinés par le comité départemental du centenaire de l'Ain

22

projets labellisés par la Mission du centenaire



11

projets portés par des associations, des écoles, des collectivités locales

9 464 €

de subventions accordées

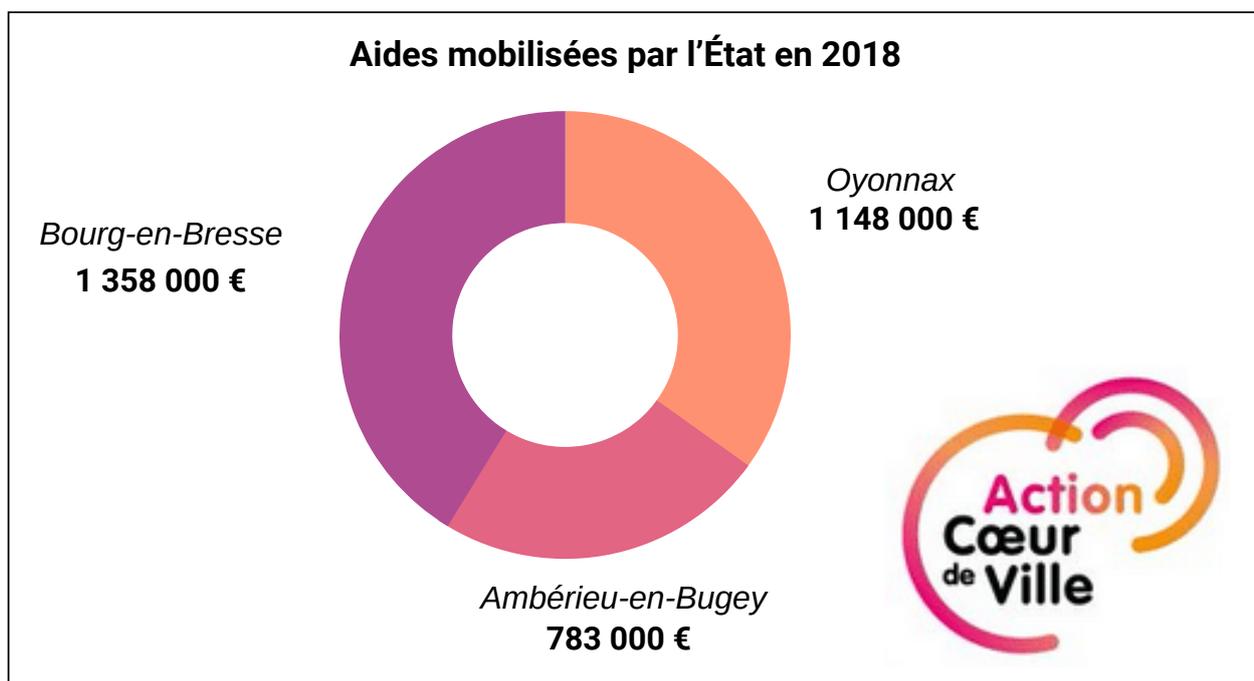
Développement des territoires

13

PARTICIPER AU FINANCEMENT DE L'OFFRE DE LOGEMENTS



AIDER À LA REDYNAMISATION DES CENTRES- VILLES



ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS DANS LA RÉALISATION DE LEURS DOCUMENTS DE PLANIFICATION

Accompagnement dans l'élaboration de quatre PLH :
CCPA
CCMP
3CM
CA3B

Réalisation de 14 "porter à connaissance" pour des projets de SCoT, PLU, cartes communales et règlements locaux de publicité

493 000€ de financement des documents de planification par la dotation générale de décentralisation



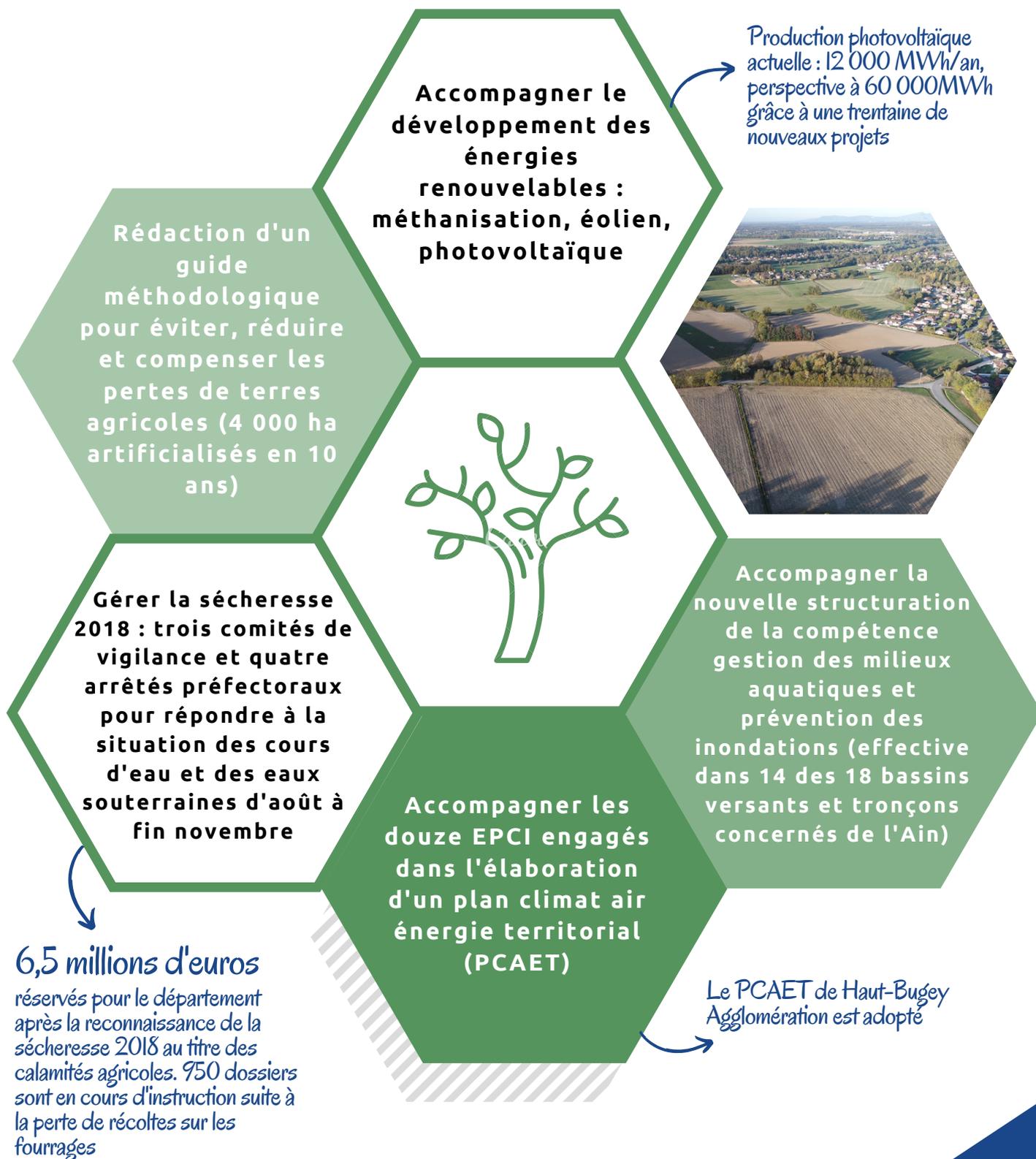
2018

Réalisation d'un diagnostic thématisé sur le territoire du SCoT Bresse-Val-de-Saône avec les étudiants de l'institut d'urbanisme de Lyon

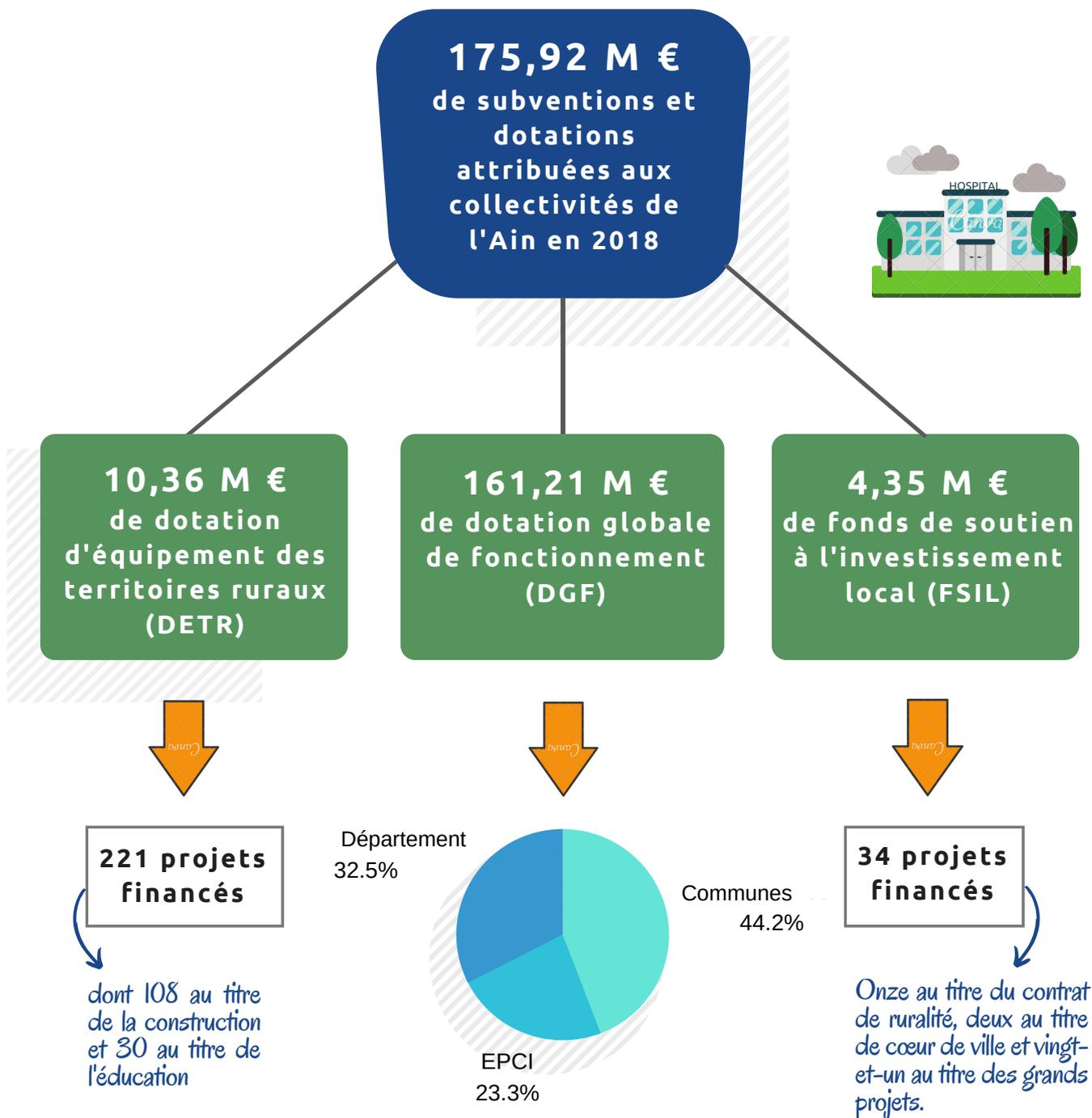
Accompagnement dans l'élaboration et le suivi des documents supra-communaux (10 SCoT et 5 PLUI)

Publication de 129 documents d'urbanisme sur Géoportail sur les 337 en vigueur

VEILLER À LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET METTRE EN ŒUVRE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



SOUTENIR FINANCIÈREMENT LES TERRITOIRES



LA SÉCURITÉ DANS L'AIN EN CHIFFRES

UN DÉPARTEMENT RELATIVEMENT PRÉSERVÉ DE LA DÉLINQUANCE GÉNÉRALE



CERTAINES INFRACTIONS EN RECU L PAR RAPPORT À 2017



D'AUTRES INFRACTIONS DE MEURENT FRÉQUENTES



PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES ACTES MALVEILLANTS



Déclinaison des postures Vigipirate pour maintenir un niveau de sécurité élevé dans un contexte où la menace terroriste demeure importante

Suivi individualisé des personnes présentant un risque de radicalisation islamique, prévention de la radicalisation et soutien aux familles qui y sont confrontées

POLICE DE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN
Protéger, garantir et servir.



Mise en œuvre des orientations de la police de sécurité du quotidien (PSQ) : plus de terrain, plus d'écoute des populations et des élus, des moyens supplémentaires, de meilleurs outils, des procédures simplifiées

Conduite d'un exercice de sécurité grandeur nature au printemps 2018 au collège de l'Huppe à Montrevel-en-Bresse

Signature de 35 nouveaux protocoles de participation citoyenne portant à 132 le nombre de communes ayant mis en place ce dispositif

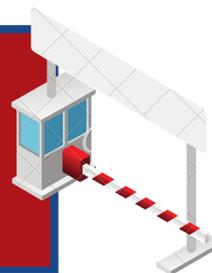


L'exercice a associé les services du procureur de la République, la préfecture, les forces de sécurité, l'Éducation nationale, les services de secours, l'ARS et des associations de sécurité civile.

LUTTER CONTRE L'IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE

1 101

mesures de refus d'entrée sur le territoire national permises par le maintien des contrôles aux frontières de l'espace Schengen



743

interpellations de personnes étrangères en situation irrégulière



Opérés principalement par la police aux frontières, ces contrôles ont donné lieu en 2018 à un travail partenarial avec la douane et les militaires de l'opération Sentinelle.

253 départs forcés du territoire

112 retours volontaires accompagnés par l'OFII



97

personnes mises en cause dans le cadre de trafics de migrants

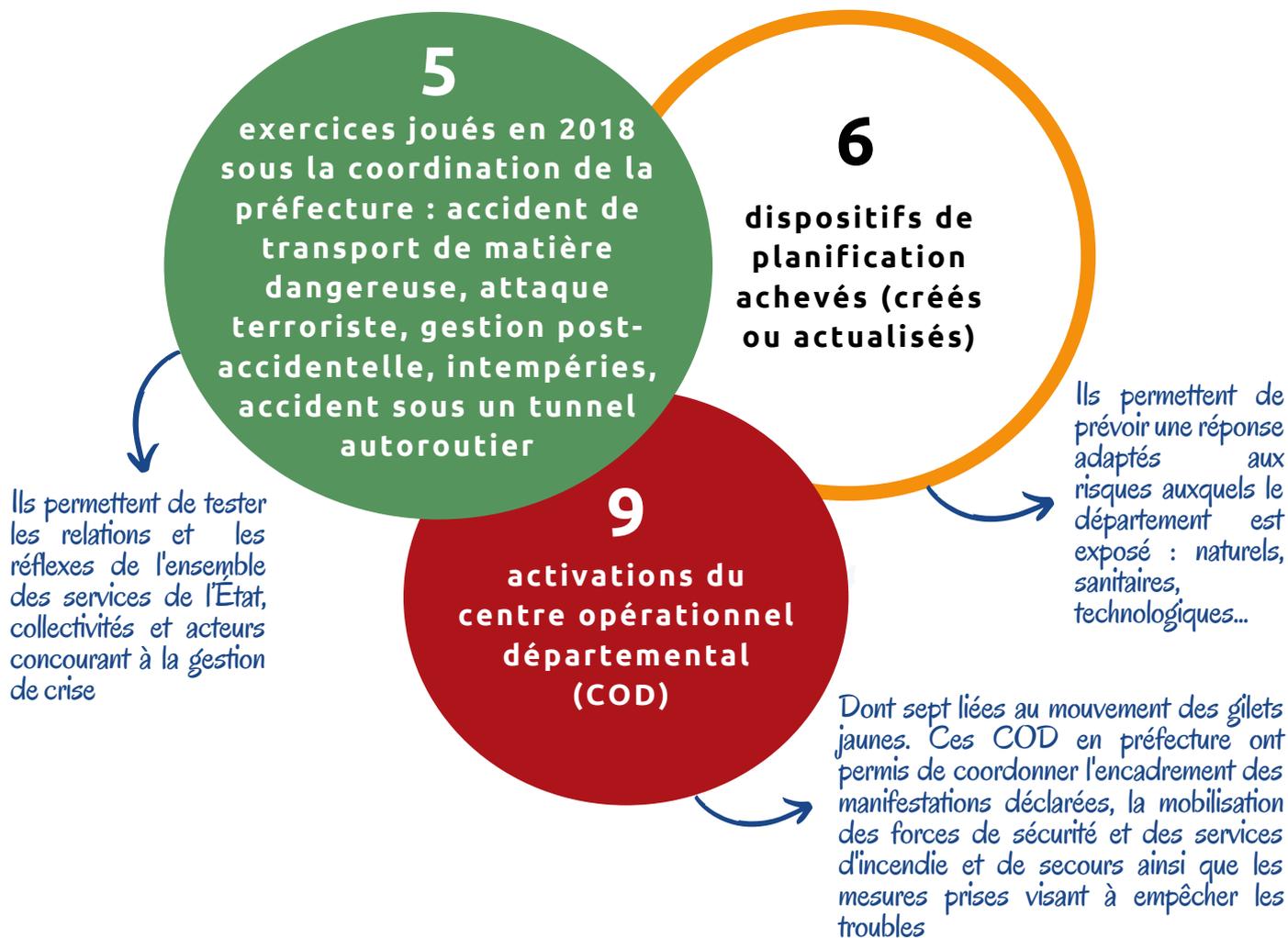
Ces trafics consistent notamment à faire entrer sur le territoire des personnes sans titre. Une filière entière a été démantelée par les services de la police aux frontières de l'Ain.

29

situations d'emploi de personnes en situation irrégulière



ASSURER LA SÉCURITÉ ET LA DÉFENSE CIVILE



PRÉVENIR LES RISQUES NATURELS

Étude de l'aléa inondation de la rivière d'Ain et de ses affluents couvrant 26 communes et prescription du PPRI multi-communal



Financement de 487 537 € d'études et travaux par le fonds de prévention des risques naturels majeur

Notamment 316 400 € au conseil départemental pour la déconstruction de la maison de l'enfance à La Boisse

AGIR POUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE



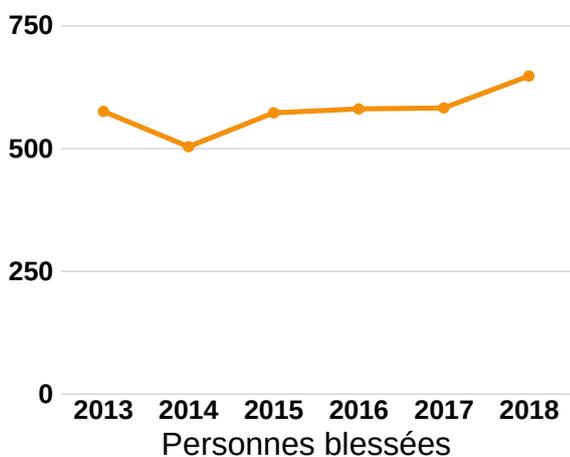
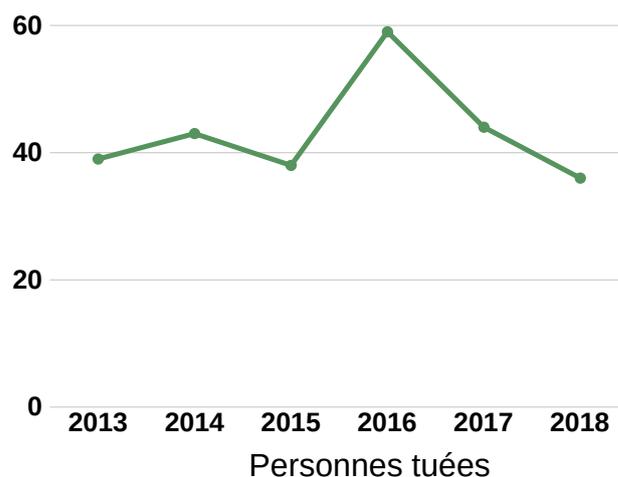
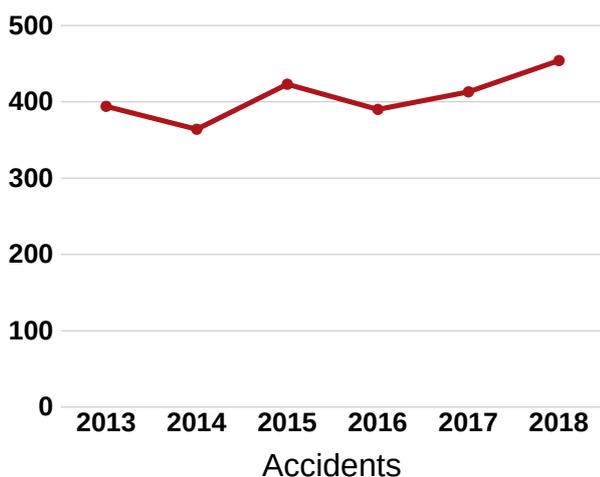
Abaissement de la vitesse maximale autorisée

Document Général d'Orientations (DGO)
de la politique locale de sécurité routière
pour la période 2018-2022



Signature par le préfet et le président du conseil départemental du DGO 2018-2022

ACCIDENTALITÉ 2018 :



Baisse significative de la gravité des accidents : baisse de 18% de la mortalité et baisse de 19% des blessés hospitalisés par rapport à 2017



Hausse de 10% des accidents et des blessés. Liée à la hausse constante du trafic mais aussi à la persistance des comportements dangereux (vitesse, smartphone, alcool, stupéfiants)

GARANTIR LA SÉCURITÉ DES CONSOMMATEURS

- 1 500 prélèvements d'aliments
- 69 alertes alimentaires
- 13 suspicions d'intoxication alimentaire
- 10 fermetures administratives
- 50 000 tonnes de viande inspectées en abattoir de boucherie

1 045
CONTRÔLES
SUR SITE

SURVEILLANCE DES
ÉTABLISSEMENTS
ALIMENTAIRES

1 350
CONTÔLES SUR
PLACE OU EN
LIGNE

PROTECTION DES
INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES
DES CONSOMMATEURS

146 375 €
d'amende
prononcés

96
MISES SOUS
SURVEILLANCE

SURVEILLANCE
SANITAIRE DES CHEPTELS

75 foyers déclarés



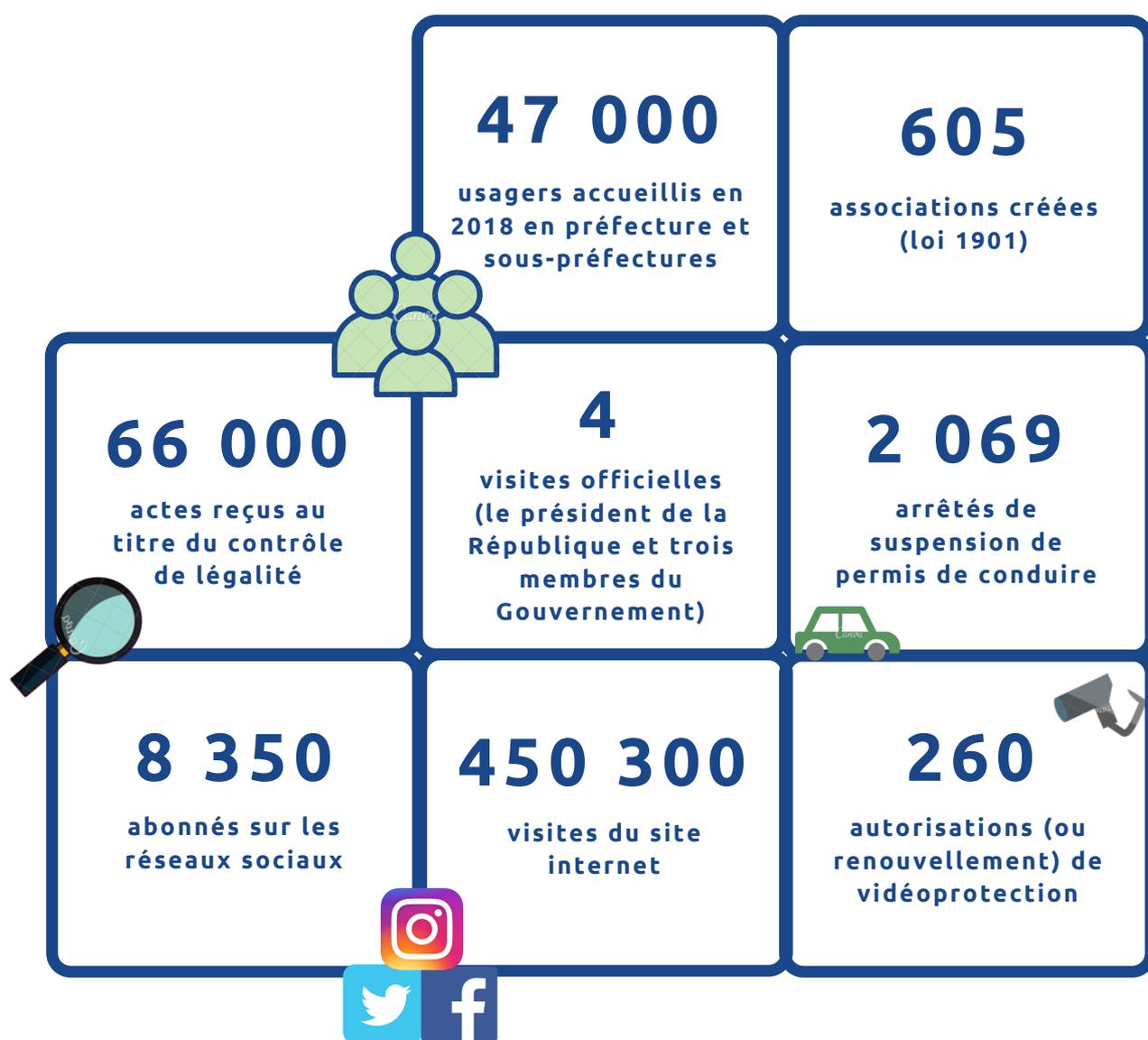
BIEN-ÊTRE ANIMAL

Plan d'action national 2016-2020

Hausse de +32% des signalements
reçus en 2018, 10 PV dressés

Contrôle du respect des règles de
protection animale en abattoir :
59 contrôles approfondis

La préfecture en chiffres



LISTE DES ABRÉVIATIONS

ANRU	Agence nationale pour la rénovation urbaine
ARS	Agence régionale de santé
CCAPEX	Commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locative
CA3B	Communauté d'agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse
3CM	Communauté de commune de la Côtière à Montluel
CCMP	Communauté de communes Miribel-Plateau
CCPA	Communauté de communes de la Plaine de l'Ain
CHRS	Centre d'hébergement et de réinsertion sociale
EPCI	Établissement public de coopération intercommunale
ETP	Équivalent temps plein
OFII	Office français de l'immigration et de l'intégration
OFPRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides
ONACVG	Office national des anciens combattants et victimes de guerre
PAC	Politique agricole commune
PLH	Programme local de l'habitat
PLU	Plan local d'urbanisme
PLUI	Plan local d'urbanisme intercommunal
RSA	Revenu de solidarité active
SCoT	Schéma de cohérence territoriale



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AIN



www.ain.gouv.fr

Conception et réalisation

Préfecture de l'Ain
Bureau de la communication interministérielle

Crédit photo - cartographies - infographies

Claire Decraux - Marie Chapard - DDCS01 -
DDT01 - DDPP01 - UD DIRECTE01 -
Ministère de l'Intérieur - Jeanne Menjoulet -
Pexel - Pixabay